

1 février 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclarations conjointes de MM. François Hollande, Président de la République, Eric Schmidt, président de Google, Marc Schwartz, médiateur, et Mme Nathalie Collin, présidente de l'Association de la presse d'information politique et générale, sur l'accord entre Google et la presse française.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames, Messieurs, il s'est produit aujourd'hui un événement mondial. Il était donc très important que nous puissions, M. SCHMIDT et moi-même, saluer ce qui venait de se produire. Cet événement mondial, c'est la conclusion d'un accord entre Google représenté ici par son Président et un groupement de presse qui a été capable de se fédérer pour mener cette négociation. Cet événement, c'est qu'il y a eu non seulement une négociation mais un accord. J'avais déjà rencontré cet état de choses au mois d'octobre le Président de Google. Je lui avais dit combien j'espérais qu'une démarche de discussion, de négociation puisse aboutir à un accord. Cet accord a donc été trouvé. Il permettra que des groupements de presse puissent bénéficier d'un fonds à la hauteur de 60 millions d'euros, de manière à ce que il puisse y avoir des soutiens à la transition numérique, à des investissements, à des innovations ce qui est bon pour la presse française, bon pour les contenus et bon aussi pour Google.

Cet accord a été rendu possible, d'abord parce qu'il y a eu cette pression, sûrement et parce qu'il y a eu cette clairvoyance du côté de Google et parce qu'il y a eu aussi cette volonté du côté du groupement de presse représenté par Mme COLLIN ici présente et des ministres également ont joué leur rôle et il y a eu un Médiateur qui a été tout à fait déterminant.

Donc, à la fois sur la méthode la recherche d'un accord entre un groupe mondial et la presse française et en même temps sur le résultat un fonds de 60 millions d'euros pour des investissements d'avenir, pour la transition numérique, c'est une fierté pour la France d'avoir été capable de réaliser cet accord qui, je lui dit, est le premier dans le monde.

Va-t-il servir aussi de modèle ou de référence ? Nous le verrons, à la fois pour des pays, pour des secteurs culturels Mais il y a forcément une alliance à nouer entre les producteurs de contenu et les diffuseurs. C'est ce que nous avons été capables d'illustrer aujourd'hui.

Il sera donc retenu dans l'histoire des médias qu'aujourd'hui, le 1er février, un événement mondial s'est produit avec une entreprise mondiale, une presse nationale et un gouvernement dont je salue ici deux ministres qui s'est impliqués tout en laissant les acteurs mener la négociation librement. J'avais dit que s'il n'y avait pas d'accord, il y aurait une loi. Il n'y a pas besoin de loi puisqu'il y a maintenant la conclusion de cet accord. Je remercie tous les acteurs et je veux dire ici combien la présence du Président de Google a été déterminante ».

M. SCHMIDT, PRÉSIDENT EXECUTIF DE GOOGLE : « Monsieur le Président, merci. Je remercie également tous ceux présents. Google est préoccupé depuis des années par le sort des journaux, de la presse. Il est très important que nous disposions d'une presse, d'un monde de médias qui ne souffre pas de la censure, qui soit libre. C'est vital pour la démocratie, c'est vital en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis, absolument partout.

Nous avons donc pris une série de mesures, au fil des ans, pour favoriser cette transformation. Tout d'abord, lorsque les uns et les autres se tournent vers nos produits, nous orientons vers les sites. Deuxièmement, nous avons des systèmes de publicité élaborés qu'ils peuvent utiliser. Mais ceci n'est pas suffisant. Grâce au leadership du Président et d'autres, nous sommes fiers d'avoir pu mettre en place un fonds de transformation, un fonds qui nous permettra de mettre en place de nouvelles approches et d'aider la transition vers le digital pour les journaux.

« Google Play » et de nouveaux outils seront d'excellents instruments pour permettre aux gens d'avoir accès et de consulter une presse libre, indépendante et gratuite. Nous sommes fiers d'être citoyens de ces pays.

Monsieur le Président, je souhaiterais également dire que la structure que vous avez mise en place a joué un rôle fondamental : en mettant en place les principes que vous avez rappelés, c'est-à-dire qu'il vaut mieux avoir un accord plutôt qu'une loi, c'est absolument vrai et c'était la bonne approche.

Vous avez également fait autre chose de très utile en nommant un Médiateur d'une grande intelligence et vous avez rapproché toutes les parties. Vous nous avez également fixé une date limite trois mois et nous sommes parvenus à conclure un accord un jour avant l'expiration de ce délai.

Cela montre que lorsque l'on a une équipe, un Médiateur, un objectif et un principe que vous aviez fixé nous pouvons y parvenir. Nous avons conclu un accord historique dans l'intérêt du peuple français auquel nous sommes très attachés.

Je vous remercie Monsieur le Président. Je remercie également les deux ministres qui ont chapeauté les négociations : les ministres de l'Économie numérique et de la Culture. Merci, en espérant que ce n'est que le début d'une longue collaboration avec vous tous. Merci beaucoup ».

LE PRÉSIDENT : « Je vais peut-être demander à Mme COLLIN de nous dire quelques mots ».

Mme COLLIN, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DE LA PRESSE D'INFORMATION POLITIQUE ET GÉNÉRALE : « Au nom des éditeurs de la presse d'informations politique et générale, je voudrais tout d'abord remercier le président de la République sans l'impulsion duquel nous ne serions certainement pas là aujourd'hui.

Nous voudrions également, et bien évidemment, remercier Google et son Président Eric SCHMIDT et M. Carlo d'ASARO BIONDO qui a mené les négociations, à nos côtés, pendant ces trois mois et qui ont été très intenses.

Je voudrais également remercier nos deux ministres, Mme FILIPPETTI, ministre de la Culture, et Mme PELLERIN, ministre de l'Économie numérique qui nous ont soutenus pendant toute cette période et qui ont mis en place les conditions nécessaires à la médiation.

Je terminerai donc mes remerciements par celui de Marc SCHWARTZ qui a été un Médiateur talentueux, patient, à l'écoute des deux parties et je crois extrêmement impartial et juste.

Je voudrais dire aussi que nous nous félicitons de ce qui est une première mondiale pour des éditeurs de presse. Tout d'abord parce qu'ils ont été tout à fait unis dans cette démarche, ce qui est quelque chose de très important et qui a permis aussi d'arriver à bon terme. C'est un premier pas d'un géant d'Internet vers les éditeurs et vers une nouvelle forme de collaboration.

Mais grâce à ce fonds, ces collaborations et ces partenariats que nous avons envisagés dans notre accord, c'est également une façon de soutenir la presse dans sa mutation numérique et de traverser cette période si difficile grâce à l'innovation, la technologie et au soutien des acteurs numériques qui ont clairement, dans ces domaines, une avance très significative sur nous. Je vous remercie ».

LE PRÉSIDENT : « Mesdames et Messieurs de la presse, même ceux qui sont arrivés en retard, ont le droit de poser une question ».

QUESTION : « Vous avez parlé d'un fonds de 60 millions d'euros qui sera abondé par Google, est-ce bien cela ? Pouvez-vous également préciser le périmètre de l'accord ? »

LE PRÉSIDENT : « Je vais donner la parole au Médiateur pour qu'il vous donne justement la version commune de l'accord. Quand vous dites « abonder » : c'est Google qui alimente entièrement ce fonds ? ».

M. SCHWARTZ, MÉDIATEUR : « Merci Monsieur le Président. Le périmètre de l'accord concerne

M. SCHWARTZ, MÉDIATEUR : « Merci Monsieur le Président. Le périmètre de l'accord concerne la presse dite d'information politique et générale qui regroupe la presse quotidienne nationale, la presse-magazine d'information politique et générale ainsi que la presse quotidienne régionale. Il s'agit bien d'un accord qui, conformément au mandat qui m'avait été fixé par Mme PELLERIN et Mme FILIPPETTI à la demande du Président de la République, concerne la presse d'information et non la presse dite de divertissement ou de récréation. C'est tout à fait le périmètre qui a été retenu ».

LE PRÉSIDENT : « C'est d'ailleurs le critère qui nous sert également pour nos aides. Je dois préciser que ce n'est pas parce que Google va participer à un fonds que l'Etat va se désengager de ses propres obligations ».

QUESTION : « Vous pourriez nous expliquer comment va fonctionner ce fonds et comment il va financer les journaux français ? »

M. SCHWARTZ : « C'est un fond qui va être doté par Google à hauteur de 60 millions d'euros et qui va être doté d'une gouvernance ouverte avec un Conseil d'Administration, composé notamment de membres indépendants. Cela a été souhaité, je crois, par les deux parties et c'est un principe de bonne gouvernance.

C'est un fond qui va sélectionner des projets selon leur mérite auprès des titres de la presse quotidienne ou de la presse magazine et notamment leur mérite en terme de capacité d'innovation, de transition vers le numérique, et de transformation des modèles économiques. L'objet de ce fond n'est pas et ne peut pas être d'aider une exploitation à un moment donné qui rencontrerait des difficultés, mais de faciliter la transition vers le numérique et ce le plus rapidement possible.

Ce fond a également une caractéristique, c'est que la société Google a proposé d'accompagner par sa compétence, ses ingénieurs, sa technique, les projets qui seront financés. Cela n'est donc pas simplement un financement, ce n'est pas simplement un fonds qui représente un financement, mais je crois aussi c'est très important, je le dis devant M. SCHMIDT une coopération et un partenariat entre les éditeurs de la presse d'information politique et la société Google ».

M. SCHMIDT : « Permettez-moi d'ajouter que nous voulons vraiment financer des changements et la transition afin de résoudre véritablement ce problème à long terme. Et nous fournirons aussi une aide technique si nous pouvons le faire. C'est très important pour que nous parvenions à nos objectifs ».

Mme COLLIN : « J'aurais voulu apporter une précision sur le périmètre en fait. Même si c'est effectivement l'Association de la presse d'information politique et générale qui a mené ces négociations, le périmètre de l'accord concerne l'intégralité des sites d'informations politiques et générales en ligne, ce qui veut dire bien évidemment que cela comprend les « pure players » par exemple ».

LE PRÉSIDENT : « Mesdames, Messieurs, je crois que nous allons arrêter, mais la presse française veut savoir si elle a droit à cette contribution, allez-y encore ! »

QUESTION : « Vous avez eu l'occasion d'évoquer un autre sujet déjà cet après-midi en marge de l'un de vos déplacements, mais dans un cadre un peu plus solennel cette fois-ci. Est-ce que vous pouvez-nous redire un petit mot de la visite que vous conduirez au Mali en attendant ? »

LE PRÉSIDENT : « Non je ne veux pas prendre sur le temps qui nous est donné, grâce au Président de Google, pour évoquer mon déplacement de demain au Mali. Ceux qui connaissent la situation comprennent bien pourquoi j'y vais, j'ai donné les raisons de ce déplacement ».

QUESTION : « Ces 60 millions d'euros, c'est un one shot et après vous, vous pouvez reprendre tous les liens que vous voulez sur les articles de presse ? Ou c'est 60 millions d'euros par an ? Comment ça marche ? »

M. SCHWARTZ : « C'est le principe d'un fonds, c'est-à-dire que le fonds est doté de 60 millions d'euros et les projets seront présentés au Conseil d'administration de ce fonds selon les principes que je rappelais. Il pourra donc financer des projets sur une période de plusieurs années à hauteur, au total, de 60 millions d'euros ».

QUESTION : « Et Google reprend tous les articles des éditeurs en fait ? »

M. SCHWARTZ : « Google, de toute façon, reprend à la fois dans son moteur de recherche, mais

surtout dans le moteur qui s'appelle « Google Actualité », l'ensemble de l'information qui est disponible et bien-sûr par le biais des titres ou des liens vers les titres de presse. Ceci ne change pas, par définition, et n'a pas vocation à être changé par l'accord qui vient d'être signé ».

LE PRESIDENT : « Vous voulez rajouter quelque chose ? »

Mme COLLIN : « Je ne suis pas sûre d'avoir bien compris la question. Il y a effectivement « Google news » dans lequel il y a effectivement des articles de presse et puis il y a l'indexation et donc il n'y a pas de retour en arrière ni sur l'un ni sur l'autre. Cet accord est donc un accord en plus qui permet le développement des éditeurs de presse sur le numérique ».

LE PRESIDENT : « Très bien. Lorsque le fonds sera épuisé nous nous retrouverons pour une prochaine conférence de presse avec le Président de Google. Merci à vous ».

M. SCHMIDT : « Je n'en doute pas. Merci beaucoup ! »